

048	UTBM Service communication	La Croix	21 juin 2019
		événement	General Electric - politique - région - emploi - conjuncture

# Belfort veut se réinventer, encore une fois

— L'annonce le 28 mai de la suppression de près de 1 050 emplois par General Electric (GE) a été un coup de masse pour la ville.

— Habitée à composer avec les soubresauts de l'industrie, Belfort se cherche un nouvel avenir dans les technologies de pointe.

**Belfort (Territoire de Belfort)**  
De notre envoyé spécial

Le Festival international de musique universitaire, qui a drainé plus de 100 000 spectateurs, vient de s'achever. On démonte la scène, installée au bord de la Savoureuse, la rivière qui traverse Belfort. Cette année, le festival a servi de caisse de résonance à l'inquiétude et au besoin d'unité exprimés par toute une ville. « Notre maire avait explicitement demandé que nous laissons les porte-parole des syndicats de General Electric s'exprimer sur la scène, raconte Matthieu Spiegel, responsable de la mission musique à la ville de Belfort et directeur du festival. Le public a été très attentif et on a vraiment senti une solidarité générale. »

L'annonce le 28 mai de la suppression de près de 1 050 emplois par General Electric (GE), qui en compte près de 4 000 à Belfort, a été un coup de masse pour la ville. « C'est l'avenir de tout le département qui est en jeu », estime même Cédric Perrin, sénateur LR du Territoire de Belfort, amer devant l'« inconvenance » d'une annonce faite au lendemain des élections européennes.

La promesse de créer près de mille emplois, lorsque GE a racheté les dernières parties de

la branche énergie d'Alstom en 2016, semble bien loin. « D'autant que mille emplois supprimés chez GE, cela veut dire trois mille en tout, si on compte aussi les conséquences chez les sous-traitants et dans les commerces. Les cadres de GE sont dotés d'un certain pouvoir d'achat », rappelle Jean-Louis Salort, président de la fédération des associations de commerçants et artisans du Territoire de Belfort.

Le premier réflexe des différents acteurs locaux est d'en vouloir au président des États-Unis et à son fameux « America first », après le choix de privilégier le site de Greenville, en Caroline du Sud, pour la fabrication des turbines à gaz. En outre, l'interdiction de commercer avec l'Iran a privé d'un débouché non négligeable l'activité de l'usine de Belfort.

Samedi 22 juin, toute la ville se rassemblera pour venir en soutien aux salariés de GE, à l'appel des syndicats, des élus, de la chambre de commerce et d'industrie (CCI), des patrons locaux... Une unité que ne manque pas de souligner l'évêque de Belfort, Mgr Dominique Blanchet, qui se joindra aussi au cortège. Il est indigné que l'entreprise ne soit pas vue avant tout « comme une communauté d'hommes » mais davantage « comme un outil de finance. Est-ce qu'on va s'habituer à ça ? ».

En plus de protester, Belfort se trouve enjointe d'imaginer un nouvel avenir. Voilà 150 ans que la petite ville de 52 000 habitants (près de 90 000 avec son agglomération) y est contrainte, au gré des évolutions de l'industrie. À la confluence de la France, de l'Allemagne et de la Suisse, l'ancienne garnison militaire a pris

un virage industriel au cours des années 1870, lorsque la Société alsacienne de constructions mécaniques (SACM), qui produisait des locomotives à Mulhouse – devenue prusse en 1871 – s'y délocalise, afin d'accéder au marché français sans payer de droits de douane. Une autre entreprise de renommée internationale, Dollfus-Mieg et Cie (DMC), géant du textile, s'y installe au même moment. De 1872 à 1901, la population passe de 8 000 à 32 000 habitants.

**« Mille emplois supprimés chez GE, cela veut dire trois mille en tout, si on compte aussi les conséquences chez les sous-traitants et dans les commerces. »**

C'est en 1928 que naît Alsthom – il perdra son « h » en 1998 –, de la fusion entre une partie de la SACM et Thomson-Houston, société franco-américaine spécialiste des équipements de traction électrique ferroviaire et de construction électromécanique. L'usine va s'étendre au fil du temps, tout comme la cité ouvrière dont elle est séparée par une simple voie ferrée, elle-même longeant le cœur de la petite ville. Il suffit de cinq minutes à vélo pour aller de l'artère commerçante de la ville au site industriel.

Alsthom marche alors sur deux jambes : le transport, qui ●●●

## repères

Une aire industrielle unique



**Le Territoire de Belfort compte 143 000 habitants, dont plus de 90 000 pour Belfort et son agglomération (52 communes). Sur le département, le taux de chômage, en 2018, était d'environ 10 %.**

**La ville de Belfort est intégrée à une aire urbaine qui inclut Montbéliard, située dans le département voisin, le Doubs. Cet ensemble compte plus de 300 000 habitants. À Montbéliard se trouve un des plus importants sites du groupe PSA, qui a employé jusqu'à 40 000 salariés dans les années 1980 (environ 8 000 aujourd'hui).**

**Associées aux villes de Grandvillars, Beaucourt et Delle, Montbéliard et Belfort forment la zone la plus industrialisée de France. Dans certaines communes, le taux d'emploi dû à l'industrie dépasse les 40 %.**

●●● produira les fleurons de l'industrie ferroviaire française que furent l'énergie et les locomotives CC (record mondial de vitesse en 1955) puis BB, avant l'ère du TGV. L'entreprise fabrique des turbines à gaz, à vapeur, et les alternateurs indispensables à leur fonctionnement, grâce à des technologies venues des États-Unis : dès les années 1950, Alsthom travaille sous licence et verse des royalties à... General Electric.

Dans les années 1970, Alsthom bénéficie à plein régime du projet de TGV et de l'accélération du programme nucléaire français. Seule note discordante : en 1979, alors que l'entreprise célèbre le centenaire de l'implantation de la SACM, une grève pour de meilleurs salaires, mal gérée par la direction, s'envenime. « À partir de cette date, le siège social parisien a regardé avec méfiance le site belfortain », signale Pierre Lamard, historien des sciences et de l'industrie à l'université des technologies de Belfort-Montbéliard (UTBM). « On n'a jamais retrouvé la confiance de Jadis. »

Le ciel s'assombrit dans les années 1990. La ville apprend la gestion des reconversions lourdes

avec le départ de Bull en 1991 – qui avait pris la place du voisin historique DMC dans les années 1960 – avec à la clé la suppression de 1 400 emplois.

De son côté, General Electric décide à cette époque de racheter les constructeurs utilisant sa licence, parmi lesquels Alstom, qui vient de perdre son « h ». « GE n'était pas content de voir ses licenciés faire baisser les prix, notamment dans le service après-vente – l'entretien des machines, les changements de pièces – qui représente une part très importante du marché des turbines à gaz », se souvient Eric Weith, ancien cadre d'Alstom.

Les Belfortains sont soulagés, à l'époque, que ce soit le partenaire américain historique, jugé plus complémentaire que le concurrent « frontal » allemand Siemens, qui rachète cette partie d'Alstom. En revanche, ils ont mal vécu la fusion en 2000 entre Alstom et ABB, fabricant suisse de turbines, qui entraîne des suppressions d'emplois. Au gré de ces ventes et fusions, la ville s'inquiète aussi d'être de moins en moins un centre de décision. Elle se découvre en outre très dépendante d'une industrie de la turbine qui est allée jusqu'à façonner le paysage. Ici, les ponts et les routes ont parfois dû être élargis pour laisser le passage à des convois dont la largeur peut atteindre plus de six mètres...

« Collectivités publiques, grosses et petites entreprises... tout le territoire doit se mobiliser pour inventer l'usine de demain », insiste l'historien Pierre Lamard. Parmi ses atouts : les recherches sur la pile à combustible. Connue depuis le XIX<sup>e</sup> siècle puis tombée en désuétude, elle suscite un regain d'intérêt au cours des années 2000. Au Techn'hom, plusieurs centaines de chercheurs réfléchissent à sa miniaturisation et à son industrialisation. Les investissements sont lourds et n'auront d'effets, en termes d'emplois, que d'ici à cinq ans, estiment plusieurs sources.

**« Un territoire industriel comme le nôtre ne peut se développer que grâce à de nouveaux projets. »**

« Un territoire industriel comme le nôtre ne peut se développer que grâce à de nouveaux projets, affirme Christian Arbez, directeur général de la CCI de Belfort. Après l'annonce de GE, nous devons explorer toutes les pistes : l'innovation en est une ; on peut aussi envisager l'accueil d'un gros acteur industriel. Pourquoi pas parmi les entreprises automobiles anglaises qui, suite au Brexit, voudraient s'installer en Europe ? Nous avons beaucoup de personnes hautement

qualifiées, ici. » Belfort, qui a longtemps souffert de sa réputation de petite ville éloignée, a déployé de gros efforts : un lycée international s'apprête à ouvrir, suivant l'exemple de l'école primaire Victor-Hugo et du collège Vauban, tous deux bilingues.

« Nous allons nous battre par le haut, c'est-à-dire par la technique », prévient Dominique Balduini, président de la Vallée de l'énergie, qui regroupe une cinquantaine d'entreprises et qui réclame que l'État aide à mettre en place une « cellule commerciale de haut vol » pour prospecter des marchés internationaux. « Notre élite industrielle peut s'adapter, mais c'est sûr que les entrepreneurs qui ont investi pour fournir GE vont connaître une période difficile. Dans le secteur de l'énergie, sous-traitants et donneurs d'ordre sont en effet très imbriqués. »

Réunis à Etupes, entre Belfort et Montbéliard, le mardi 11 juin par l'agence de développement économique de Nord-Franche-Comté, les acteurs des technologies innovantes de la santé et des microtechniques échangent sur leurs pratiques. Derrière les géants que sont GE, Alstom ou PSA, le territoire abrite des centaines de PME de l'aéronautique, de la santé (le marché du dispositif médical est en pleine expansion) ou de la maroquinerie de luxe... Dans le contexte actuel, ne pas dépendre de GE est vu comme une chance.

Les turbines dérivant des moteurs d'avion, certains soutiennent que savoir fabriquer des ailettes pour des turbines devrait aider à se diversifier dans l'aéronautique. D'autres font remarquer que ce n'est pas si simple, en raison des investissements très coûteux à réaliser pour adapter les machines.

Yannick Robichon, à la tête d'une PME spécialisée dans la mécanique de haute précision, basée à Ornans (Doubs), fait remarquer que « les pièces que sortent les sous-traitants de GE ou Alstom sont plus grosses que (ses) machines ». Un constat qui résume la palette très large d'une région investie dans l'industrie de précision, de l'horlogerie aux fameuses turbines, dont le poids avoisine les 500 tonnes...

À Belfort, nul ne conteste le creux que traverse le marché des turbines dans le monde, mais les diagnostics divergent sur les prévisions à plus long terme. Les élus locaux mettent en avant le complètement « indispensable » apporté par le gaz aux énergies renouvelables et souhaitent à tout prix maintenir l'activité sur le territoire, en attendant un retournement du marché. Un expert local pense néanmoins que ce dernier n'a pas d'avenir, et que la région aurait tout intérêt à accentuer son avantage dans l'hydrogène. Belfort se cherche un avenir. Que les habitants n'imaginent pas autrement qu'industriel et à la pointe de la technologie.

**Romain Subtil**